

# Jérusalem : Israël responsable de l'embrasement

21 juillet 2017



*Paris, le 21 juillet 2017*

Depuis dimanche dernier, au prétexte d'affrontements qui ont causé la mort de deux policiers israéliens qui patrouillaient près des lieux saints musulmans et de deux Palestiniens, les autorités israéliennes ont imposé un contrôle par détecteurs de métaux à l'entrée de l'Esplanade des Mosquées, dans la Vieille Ville de Jérusalem située en Territoire palestinien occupé. En protestation contre cette nouvelle restriction de la liberté de culte et de circulation, les fidèles musulmans palestiniens refusent d'y pénétrer, priant à l'extérieur de l'Esplanade.

« Ces détecteurs constituent un nouvel affront dans la ville de Jérusalem-Est, occupée et colonisée depuis 50 ans. Ils représentent surtout une atteinte au Statu quo du troisième lieu saint de l'Islam, établi en 1967,

qui octroie la gestion de l'Esplanade au Waqf jordanien », commente Claude Léostic, présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine.

De nombreuses voix se sont élevées cette semaine pour que le gouvernement israélien retire ces détecteurs avant le vendredi, jour de la grande prière, alors que les manifestations journalières avaient déjà occasionné des dizaines de blessés palestiniens.

En vain. Ce vendredi 21 juillet, 6 000 policiers israéliens se sont postés aux abords de la Vieille Ville, ne laissant entrer que les hommes de plus de 50 ans et les femmes. Après la prière, des affrontements ont éclaté, l'armée a tiré à balles réelles et fait usage de gaz lacrymogène. Trois jeunes Palestiniens ont été tués, dont un par un colon israélien. A 17h45, le Croissant Rouge palestinien recensait 391 blessés par l'armée et la police israéliennes en Cisjordanie dont Jérusalem-Est depuis le début de la journée, décrétée « jour de colère » par les Palestiniens. La police israélienne a annoncé que les détecteurs resteraient en place jusqu'à nouvel ordre.

Cette provocation s'inscrit dans la politique globale des autorités israéliennes au pouvoir à Tel-Aviv, qui ne cachent pas leur volonté de mettre fin à la présence ancestrale des Palestiniens à Jérusalem, et qui tentent de donner une dimension religieuse à ce qui est une occupation coloniale.

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine dénonce les restrictions imposées à la population du territoire palestinien occupé de Jérusalem-Est, en violation du droit international, et demande au gouvernement français d'intervenir auprès des autorités israéliennes pour qu'elles ôtent immédiatement les détecteurs.

Jérusalem a une valeur symbolique très forte et toute provocation y est potentiellement explosive. On se souvient que c'est ainsi que se déclencha la deuxième Intifada en 2000.

La Plateforme dénonce également l'impunité des responsables politiques israéliens, des soldats, policiers et colons qui s'en prennent à la population civile palestinienne. Toute complaisance à l'égard des autorités israéliennes - comme nous l'avons vue ostensiblement affichée à Paris les 16 et 17 mai - ne peut que renforcer ce sentiment d'impunité et contribuer à intensifier la violence de l'occupation avec tous les risques que cela comporte.

La France se pose en garante des droits de l'Homme et a des responsabilités historiques à Jérusalem. Elle doit assumer pleinement ses engagements et non pousser au feu un gouvernement israélien pyromane.

**Contact :**

0140364146

contact[at]plateforme-palestine.org

communication2[at]plateforme-palestine.org

• Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [Espace presse](#) > [Communiqués](#) >

• Adresse de cet article :

<https://plateforme-palestine.org/Jerusalem-Israel-responsable-de-l-embrassement>